

# Tribune socialiste

N° 363 / 7 MARS 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

## Exigences de l'urbanisme

Depuis quelques mois les projets gouvernementaux concernant la vie locale et régionale se multiplient. La réforme des institutions communales se profile à l'horizon. Déjà le 15 juin dernier, M. Pallez, directeur général des Collectivités locales au ministère de l'Intérieur, lançait quelques ballons d'essai devant la Commission Nationale d'Aménagement du Territoire. Au début décembre, le ministre de l'Intérieur diffusait un avant-projet pour sonder certaines collectivités locales. M. Fouchet vient de développer complètement les intentions du pouvoir, le 22 février, devant l'Assemblée des Présidents des Conseils Généraux.

En ce qui concerne la région parisienne, coup sur coup les projets officiels sur les Halles se précisent et le Schéma Directeur de Paris est proposé à la discussion des Conseillers Municipaux réunis en session extraordinaire. L'aménagement de la ré-

gion lyonnaise a fait l'objet d'importantes décisions. L'action gouvernementale concernant les zones rurales les plus déshéritées se met en place. Sur tous les plans la conception gaulliste de la vie locale et régionale se précise et des décisions de plus en plus irréversibles sont prises.

Face à cette initiative, nous devons prendre conscience d'une grave insuffisance de la gauche. La question de la refonte des structures communales n'a pas été abordée par le programme élaboré par la F.G.D.S. pour les élections de mars 1967 et, en toute occasion les élus de la S.F.I.O. font état de leur hostilité totale aux réformes gouvernementales tant dans leur esprit que dans leur forme, sans rien leur opposer de constructif. Le P.C. s'en tient aussi à une conception étroite de la « défense des libertés locales ». Le texte commun P.C.-F.G.D.S. est muet sur ce point, nous l'avons déjà dit. Seule la gauche nouvelle aborde résolument ces questions.

Notre programme de 1967 traitait longuement des problèmes de la démocratie locale et régionale. Les Colloques de Grenoble ont popularisé l'idée de décolonisation de la province et ce n'est probablement pas par hasard que deux de nos camarades ont eu cette semaine la vedette à Europe N° 1 : David Weill à propos des discussions parisiennes, Claude Neuschwander à propos des Conseils de Résidents dont l'expérience largement positive à Sarcelles nous conduit à constater que l'action locale doit revêtir des formes totalement nouvelles pour s'adapter aux structures urbaines ou rurales en complet bouleversement. En versant aujourd'hui (voir pages 6 et 7) deux premières pièces à un dossier qui devra être poursuivi, nous avons conscience de poser une interrogation pressante à la gauche tout entière qui doit de manière urgente préciser sa doctrine sur ce point. □



### Orientation ou sélection

Pierre Barnley

### Le grondement des paysans

Jean-Lucien Aguié

### Les avions et l'Europe

David Boubil

### Armand Gatti nous dit

Bernard Sizaire

### Ambiguïté stratégique

Jean-Marie Vincent

LES POINGS SUR LES I

**Soulèvement  
de la jeunesse**

**L**a jeunesse du monde bouge. La jeunesse étudiante pour l'essentiel. En Europe, à Madrid, Paris, Rome, Berlin, Bruxelles, elle rue dans les brancards, secoue le joug des vérités établies. Son tumulte est d'autant plus entendu que nos sociétés d'adultes sont muettes, obéissantes.

On a beaucoup écrit sur la jeunesse, on a beaucoup déliré à son propos. On l'exploite férocement à tous les niveaux. Fait biologique, classe autonome ?

Un fait essentiel s'impose : le nombre des individus jeunes s'accroît à une vitesse vertigineuse. L'être jeune, livrés aux mass-media, affronte très vite l'univers des « grands problèmes ». La jeunesse refuse maintenant l'image traditionnelle que la plupart se font encore d'elle. Elle refuse, ici un enseignement désuet, anachronique, détaché des vrais réalités, là un mode de vie débouchant sur l'ennui, l'absence d'aventures exaltantes, de risques, d'inconnu.

Son importance numérique lui a fait prendre conscience de son existence, la rend audacieuse, agressive, combative.

Le non-engagement, beaucoup le sentent, peut s'expliquer : la gauche n'a pas de langage capable actuellement d'entraîner la masse des jeunes derrière elle. Si elle n'a pas de langage, c'est parce que dans sa presque totalité, elle n'a rien à proposer aux jeunes qui ne retrouvent pas dans ses traits le visage de leur espérance, de leur révolte, de leur vitalité. C'est très grave car seule l'intégration des jeunes à la lutte socialiste permettra que la gauche soit autre chose que ce qu'elle a été et est encore trop souvent : lieu de rassemblement pour arrivistes, médiocres ou ratés avides d'honneurs, de titres, de fonctions. La jeunesse n'a pas à s'excuser de préférer Fidel Castro, "Che" Guevara, Nguyen Van Troi, Cuba à des leaders de banquets et de sous-préfectures. C'est à la gauche qu'il appartient de faire en sorte que la jeunesse puisse se donner à elle, avec conviction.

André LAUDE

Chaque semaine lisez :

“ Tribune Socialiste ”

 Les chômeurs  
de chez Pinay

**L**e 15 février dernier, dans une tuilerie près de Montbrison, vingt-cinq ouvriers ont été licenciés (le quart de l'effectif). Quelques semaines plus tôt, on embauchait encore.

A Roanne, les tissages Dumarest cessent toute activité : cent dix personnes sans travail.

Aux Forges de la Loire, à Saint-Chamond, deux cent cinquante emplois ont été supprimés au cours du quatrième trimestre de 1967.

En ajoutant à ces exemples quelques autres dizaines de cas du même genre, on obtient une image du climat social du département de la Loire. Dans cette région, où le salaire moyen est inférieur de 16 % au salaire moyen national, règne la plus complète anarchie économique. Tout craque et tout se transforme sans que rien ne soit jamais prévu. Une exception toutefois dans le secteur des mines où un plan de reconversion a au moins le mérite d'exister, même s'il n'est pas parfait.

A Saint-Etienne, en trois ans, le nombre des allocataires des A.S.S.-E.D.I.C. est passé de 632 à 1 788. En septembre dernier il y avait 3 292 demandes d'emploi non satisfaites, pour 2 283 l'année précédente, soit une augmentation de 44 %.

Dans les trois années qui viennent, 3 000 emplois nouveaux seront créés, mais ils intéresseront surtout les travailleurs des mines dont la fermeture totale est prévue pour 1972.

Dans cette situation peu encourageante, les organisations syndicales auront au moins gagné de l'influence et de la combativité. Il faut dire que conscientes de leur rôle et fortes de leur influence, les organisations syndicales, séparément ou ensemble, font des contre-propositions sérieuses que, bien entendu, ni les patrons ni les pouvoirs publics n'acceptent de discuter.

Citons l'exemple de la métallurgie : la C.G.T. affirme que si la semaine de quarante heures était appliquée aux 62 000 métallurgistes, 8 000 emplois nouveaux pourraient être créés, alors que l'on compte dans cette branche 9 000 chômeurs.

 Marche ou crève...

**Les faits** : Rochevillers, février 1968 : « Tu as le temps, dépêches-toi, il faut que la rame arrive au concasseur avant la fin du poste. » Il se dépêche et passe sous la rame. Pour une rame de minerai en moins, un mineur est mort. Homécourt : en un mois et demi, huit accidents. Ander-

ny-Chevillon, quatre emplois supprimés égalent un mort. A Ottange, dans un travail ou il faudrait au moins trois ouvriers, il n'y en a que deux. Conclusion : un mort.

**Le patronat** : Le patronat se déchaîne. Qu'importe un ou plusieurs morts. Seul compte le rendement... et la publicité. N'est-il pas agréable de remettre une coupe de sécurité dans un puits avec la presse et la télévision et d'écouter les discours des représentants du patronat, accompagnés du discours de louanges des pouvoirs publics ? N'est-il pas agréable aussi de publier des bilans positifs, d'équilibrer un budget ? Qu'importe si des hommes sont morts et si d'autres sont déclassés en raison de leurs accidents. La productivité paie le tout, les bilans resteront positifs ; le patronat se frottera les mains : le rendement est assuré.

**Alors...** : Le métier de mineur est un rude travail. Des générations et générations l'ont choisi et tous tiennent à le conserver, mais il y a crise dit-on. Alors on licencie, mais la production augmente, les conditions de sécurité diminuent et les hommes tombent. Ne faudrait-il pas au contraire que la santé et la vie des mineurs passent avant le rendement ? Ne faudrait-il pas que le service des mines, chargé de l'application des mesures de sécurité et d'hygiène dans les mines tiennent compte des observations des délégués-mineurs ? Ne faudrait-il pas engager toutes les formes d'action — y compris la grève — pour faire aboutir les vraies solutions ? Mais ceci est une autre histoire...

 Les escargots modernes

**L**e III<sup>e</sup> Salon de la Caravane (session de printemps : 24 février au 3 mars) a fermé ses portes. Malgré une température peu clémente, un public nombreux a franchi le hall de l'aéroport du Bourget (1).

En 15 000 m<sup>2</sup>, faire tenir 700 modèles, semblait une gageure impossible : les organisateurs y sont arrivés ; mais sur le plan pratique, cela nuit à une bonne visite. Il est possible de noter dans la production française des tendances totalement différentes :

— **la caravane pliante** : en dur (Rapido ou Bison, pour le bois, Estrel pour les plastiques), les tentes montées sur remorque (Caradal, Apache, etc.), tractables à partir d'une 2 CV ;

— **la caravane de série** : production aménagée selon la catégorie luxe ou standard (Digue, 14 000 par an, Caravelair 7 000) ;

— **la caravane de luxe et la caravane résidence** : faible nombre, prix élevés (Digue expose Agena, 7 mètres : 17 000 F) ;

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :

54, boulevard Caribaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAIME - PARIS 1968

— dernière-née, la caravane extensible, non encore commercialisée (l'un des côtés se déploie, doublant la surface disponible).

A l'heure actuelle, les caravaniers représentent 5 % de la population campeuse. 85 % des caravaniers ont des enfants ; 2 caravaniers sur 3 utilisent leurs caravanes en dehors du temps des vacances. Le prix moyen d'une caravane s'élève à 800 F, 30 % payés à la commande, le reste sous forme d'un crédit pour 21 mois. L'assurance correspond à celle d'une automobile augmentée de 10 %. La location est peu rentable : 700 à 1 200 F par mois, plus une assurance de 200 à 300 F. La location-vente est la formule la plus suivie.

Pour certains travailleurs, voyageurs, représentants et placiers de l'industrie et du commerce, ingénieurs, techniciens, la caravane remplace la maison. Circulant toute l'année à travers la France, ils se heurtent au problème du stationnement ; leur mode d'existence n'étant pas prévu par les Pouvoirs Publics.

Deux organisations (2) mènent de front un dur combat pour l'obtention du Droit au « stationnement par nécessité professionnelle » et des règles déterminant les responsabilités qui en permettent l'exécution. En effet, les terrains de camping municipaux sont fermés l'hiver, très souvent mal équipés, manquent de sanitaires en dur, électricité, eau. Et quand, arrive la saison d'été, les travailleurs doivent « laisser la place » aux touristes.

La civilisation des loisirs a fait fuir l'esprit d'aventure. Le travailleur, lui, reste un paria.

(1) Session automne : du 3 au 13 octobre 1968.

(2) Association des VRP Caravaniers, 14, avenue Paul-Doumer, 77-BOIS-LE-ROI. Association Caravaning-Travail, 22, rue Bonnet, PARIS 18<sup>e</sup>.

## Les élèves

# Orientation ou sélection

Pierre Barnley

Les remous provoqués dans l'opinion par la réforme de l'orientation et la création de l'ONIOIP (Office national d'information et d'orientation pédagogique et professionnelle) obligent à poser le problème en termes idéologiques.

Qu'est-ce que l'orientation ?

La notion d'orientation est ambiguë : elle recouvre des réalités diverses et surtout des intentions disparates. Elle se prête à des illusions dont la plus grave s'articule comme suit :

1° Il est possible d'évaluer scientifiquement les aptitudes d'un individu.

2° Il est possible de déterminer les aptitudes requises pour exercer convenablement une certaine activité.

3° Il est possible de prévoir cinq ou dix ans à l'avance quelle sera la demande concernant les emplois dans cette activité.

4° Par voie de conséquence : on peut et on doit orienter un individu compte tenu de ses possibilités et des besoins du marché du travail.

Mais il est à craindre que cette mécanique rassurante et commode ne reflète pas la complexité du réel. Depuis dix ans, les praticiens dénoncent cette illusion.

### Une intervention dynamique

M. Maurice Reuchlin, directeur de l'Institut national d'orientation professionnelle, explique : « Au début de l'orientation professionnelle, en 1929, on avait pour objectif un ajustement précis d'aptitudes individuelles finement différenciées à des exigences professionnelles, elles aussi, analysées très finement. Cet optimisme a été abandonné avec la notion d'aptitudes spécifiques. La qualification, de plus en plus, se caractérise d'abord par son niveau. C'est ce niveau général qui facilite les transferts rendus inévitables par le progrès technique. C'est par ce niveau que se distinguent d'abord les emplois, alors que s'atténuent leurs différences particulières. »

Ainsi l'orientation a glissé d'une attitude passive de constat à une attitude plus dynamique d'intervention.

Le conseiller d'orientation professionnelle devenu « conseiller d'orientation scolaire et professionnelle » (O.S.P.) se préoccupe maintenant de la phase préparatoire à l'insertion

socio-professionnelle, c'est-à-dire, la scolarité.

Elle-même est en pleine transformation, rappelle M. Reuchlin : « Sa durée s'est allongée. Cependant ce que l'économie lui demande, ce n'est pas un personnel déjà qualifié, mais capable d'acquérir rapidement les qualifications successives à l'intérieur d'un certain secteur d'activité. Cela est vrai pour l'ouvrier comme pour l'ingénieur. Cette notion de plasticité professionnelle me paraît très importante. Ainsi l'opposition traditionnelle entre enseignement général et enseignement technique, entre formation intellectuelle et formation manuelle, perd son sens tous les jours. »

### L'individuel et le collectif

Dans ces conditions il devient à la fois plus nécessaire et plus difficile d'orienter un élève. Plus nécessaire car les exigences de rentabilité dans une société à haut niveau de développement technique imposent une planification scolaire. Plus difficile car les critères auxquels doit obéir l'orientation ont perdu de leur simplicité et de leur stabilité.

Deux conceptions s'affrontent dans une opposition rendue plus aiguë par la réforme prochaine.

La conception éducative dont le souci premier est de favoriser le développement, l'épanouissement de toutes les possibilités de l'individu. C'est celle des personnels de l'orientation.

Cette conception a des racines démocratiques profondes. La réforme Langevin-Wallon de 1945 lui a donné ses lettres de noblesse. Dans la mesure où l'évolution de l'éducation nationale n'a pas suivi ces options de départ, cette conception s'est petit à petit stérilisée par manque de moyens.

Une pénurie de maîtres et de classes, une insuffisance intolérable de structures d'accueil des élèves, ont répondu aux efforts généreux des conseillers d'orientation. Leur tâche s'est bornée dans trop de cas à des constats de carence et à leur dénonciation indignée (surtout pour l'enseignement technique). Elle fut et elle est encore limitée à des ajustements dérisoires entre les conseils d'une grande qualité scientifique et humaine qu'ils donnent aux familles, et à un équipement scolaire d'une indigence malthusienne.

Bien souvent aussi, l'état d'esprit du corps enseignant, mal préparé à la démocratisation du premier cycle de l'enseignement secondaire, ne leur a pas facilité les choses.

Une autre conception de l'orientation, qu'on pourrait appeler sélective ou fonctionnaliste, met l'accent sur les besoins de la société et les fonctions que les individus doivent y assurer. On y trouve curieusement mêlés, comme dans tous les problèmes brûlants concernant l'enseignement et ses réformes, des traditionalistes et des progressistes.

Les partisans d'une sélection rigoureuse des élites s'y rejoignent, qu'ils soient des technocrates armés de statistiques, ou qu'ils soient mandarins se donnant pour mission de sauvegarder les valeurs permanentes d'un humanisme éternel. La société des agrégés est l'illustration frappante de cette croyance au fameux postulat que dénonce le sociologue Pierre Bourdieu : tous les élèves et tous les étudiants sont à égalité devant l'enseignement, quelle que soit leur origine socio-économique.

On sait qu'il n'en est rien et que ce système de sélection par examen et concours aboutit à un gâchis et à un pourcentage de rebut énormes. Des hommes de gauche comme Laurent Schwartz, s'y attaquent. Il ne s'agit pas pour eux d'entériner les inégalités sociales en posant la sélection comme principe pédagogique. Car, si la sélection est nécessaire, ces décisions ne sont pas définitives. C'est là le grand changement. Elles s'inscrivent dans un monde mouvant où toute compétence, toute connaissance peut sans cesse être remise en cause, s'oublier et s'acquérir *a posteriori*. « Une pédagogie réellement rationnelle commencera par la reconnaissance de l'inégalité culturelle et sociale et par la décision de la réduire. » (1)

Les problèmes d'investissements éducatifs dans une société comme la nôtre se posent en termes de rentabilité et l'ensemble « Industrie-Université-Etat » est à organiser.

« Orienter, dit M. Reuchlin, c'est sélectionner d'une façon très particulière : c'est ouvrir certaines portes au moment même où on est contraint d'en fermer d'autres. »

Il serait hypocrite et démagogique de nier les inégalités de niveau mental, ou d'affirmer qu'on peut les supprimer. Il y a élévation générale de la culture, fruit des progrès de la démocratie. Mais le problème reste de savoir quel niveau, quel type de culture seront accessibles à tel ou tel individu. Donc un choix reste à faire. Notre mission est d'opérer une sélection positive qui soit humainement la plus juste et la plus scientifique possible. »

### L'orientation progressive

Mais il ne faut pas croire aux miracles dans ce domaine. Une action ponctuelle de l'orientation au niveau de la troisième, un coup de

sonde donné par le moyen des tests à ce moment précis, aboutiraient à un diagnostic illusoire. La sélection serait faussée.

Bien sûr les tests sont des instruments d'évaluation, de jugement, bien préférables aux notes scolaires, aux appréciations, aux « dossiers ». Ils présentent des garanties d'objectivité scientifique et rapportent rigoureusement l'individu à l'échelle du collectif. Mais ils doivent être intégrés dans une observation continue de l'élève. L'évolution de son individualité doit être prise en considération. Cette longue observation « psycho-socio-pédagogique » requiert la participation de toute une équipe d'enseignants, de psychologues, de médecins, etc.

Ainsi une orientation progressive s'opère dans le courant de la scolarité et non à son issue. Elle ne risque pas d'aboutir à une sélection brutale mutilante et injuste. Elle s'appuie sur une masse de renseignements et se justifie par les actions pédagogiques judicieuses qui l'ont précédée.

Dans ce cas on a fait tout ce qui était possible. On n'a gâché aucune potentialité utilisable. On peut donc, on doit se prononcer, en tenant compte des impératifs socio-économiques. Il faut alors apporter aux parents, puis aux adolescents eux-mêmes, une information vaste, détaillée, actuelle, sur le monde du travail.

Les intérêts du jeune décideur en dernier ressort de son orientation. Ils seront en grande partie déterminés par la qualité de cette information.

M. Reuchlin conclut : « L'opposition des deux conceptions de l'orientation est un pseudo-problème. Notre société, inéluctablement technique, fait sa place à un humanisme nouveau, vivant. »

Il serait simpliste et dangereux de croire que l'orientation peut directement s'aligner sur les impératifs du marché du travail. On comprend aussi ce qu'aurait d'artificiel un débat sur l'acceptation ou le refus, par les éducateurs, d'une telle subordination. »

La promotion humaine de l'individu et son intégration fonctionnelle dans les structures du travail sont deux aspects de la réalité sociale. Et ces deux aspects sont indissolublement liés à l'évolution globale du monde moderne.

Il n'est pas certain que l'actuelle réforme de l'orientation réponde à cette double exigence.

Il n'est pas certain qu'elle soit véritablement une réforme, dans ses intentions.

Ajustement plus timide qu'audacieux qui, paradoxalement, risque de décevoir encore plus la pressante demande technologique que l'idéal démocratique. □

(1) Pierre Bourdieu « Les Héritiers », Editions de Minuit.

**F.N.S.E.A.**

## Grondements paysans

Jean-Lucien Aguié

La F.N.S.E.A. a ouvert son XXII<sup>e</sup> Congrès le 21 février à Toulouse.

Le choix de Toulouse a par lui-même une signification : cette ville est la capitale d'une des régions excentrées qui, avec la Bretagne, souffre le plus de sa situation.

D'autre part, la récente démission de Marcel Bruel du poste de secrétaire général, a attiré l'attention sur l'une des branches de l'agriculture qui éprouve le plus de difficultés et qui veut s'organiser : l'élevage. Or Marcel Bruel, l'un des représentants actifs de cette région excentrée est aussi le leader des petits éleveurs.

La première journée de ce congrès était d'ailleurs consacrée à l'étude des régions en difficulté. Jean-Claude Sabin, secrétaire adjoint de la F.N.S.E.A., dans son exposé introductif, met l'accent sur les disparités régionales que le V<sup>e</sup> Plan a été incapable de corriger puisqu'on assiste à une aggravation nette de ces disparités. « *Corrélation, dit Sabin, entre sous-développement agricole et sous-développement général dans certaines régions de notre pays.* »

Dans les mesures proposées Sabin pose le principe des actions particulières en faveur des régions en retard : actions d'accompagnement, d'entraînement ou de soutien suivant le degré du retard.

Cette régionalisation doit se traduire :

1. au niveau de la politique agricole nationale par une action sur les structures, une aide aux investissements, une intervention sur les marchés ;

2. au niveau communautaire, sinon le Marché commun risque d'aggraver les disparités régionales.

Il faut pour cela que les préoccupations régionales l'emportent sur les préoccupations sectorielles de façon à concentrer les crédits des fonds européens en faveur des régions agricoles en retard.

### Passation de pouvoirs

La deuxième journée fut consacrée au rapport moral et à sa discussion. Marcel Bruel, le secrétaire général sortant présentait le bilan de l'année 1967, Michel Debatisse, le nouveau secrétaire proposant les perspectives 68.

Année 67, année de malaise incontestable, proclame Marcel Bruel.

Le V<sup>e</sup> Plan ne respecte pas les promesses faites en matière de revenu agricole, les charges ne cessant d'augmenter. Les agriculteurs s'endettent de plus en plus : le volume de la dette ayant atteint 41 milliards de francs, soit une augmentation annuelle de 17 à 20 %. La politique des structures n'a pas apporté des effets suffisamment rapides et étendus. La situation s'aggrave dans les régions en difficulté. Absence de politique cohérente en matière d'élevage. « *L'année 67 qui devait être, selon les pouvoirs publics, l'année des productions animales, a été marquée par la détérioration de la situation de ces producteurs.* » L'application de la T.V.A., mettant les producteurs dans l'impossibilité de récupérer les charges en ce qui concerne la vente d'animaux sur pied, aggrave encore leur situation. La coopération, en plein bouleversement du fait de la concurrence risque d'être mise en cause par l'ordonnance du 26 septembre 1967. Le budget de l'agriculture fait une faible part aux investissements cependant nécessaires pour « *permettre à l'agriculture française et aux industries qui l'environnent d'être compétitives dans le cadre du Marché commun.* » Insuffisance encore du budget en matière de formation, de structures, d'aide à l'élevage, d'effort de régionalisation.

Il revenait à M. Debatisse de présenter aux congressistes le programme à venir. Examen de passage ont dit certains.

### Malgré le talent d'Edgar Faure

Nous avons senti, à travers son exposé, qu'il prenait lucidement sa lourde responsabilité. Nous l'avons senti dans cet appel lancé à ceux qui mènent le « *combat parallèle* », faisant de ce congrès un nouveau départ, une ouverture vers l'unité syndicale de contestation. Il devait développer les grandes lignes des revendications paysannes en insistant sur trois points : les problèmes agricoles ne seront pas résolus par la seule évolution démographique, liaison entre décision politique et décision économique, nécessité d'une prise de conscience collective pour aboutir à un syndicalisme de masse.

Les interventions sur des points particuliers faisaient apparaître la diversité des problèmes qui se posent au syndicalisme agricole et, d'une façon générale l'adhésion à la politique proposée par l'équipe syndicale.

C'est dans ces conditions que le ministre de l'Agriculture se présentait au congrès le troisième jour.



A.F.P.

Toulouse : le Sud-Ouest miroir de l'agriculture en difficulté.

Accueil froid, qu'il ne réussit pas à déridier malgré ses incontestables talents. Du nouveau ? Non, des promesses déjà faites dont les militants agricoles exigent la réalisation dans les plus brefs délais sinon la révolte serait totale.

Ce congrès nous paraît avoir acquis une importance capitale et c'est peut être cela que certains veulent masquer. Il marque, par sa décentralisation même une volonté d'action qui

conduit à la contestation de l'économie capitaliste, laquelle exige la concentration des moyens de production. Il marque l'ouverture, entre les diverses tendances du syndicalisme agricole, d'un dialogue qui peut aller loin, en particulier jusqu'à une certaine forme d'union, non pas cette union sacrée chère aux notables, mais à l'unité de contestation d'une classe de travailleurs consciente d'elle-même et qui veut vivre. □

**VOUS AVEZ JUSQU'AU  
31 MARS  
POUR VOUS ABONNER  
à Tribune Socialiste**

Prix spécial

**6 mois : 9 F**

**1 an : 17 F**

TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>. C.C.P. 5826-25.

## Aéronautique

# Du Concorde à la concertation

David Boublil

**35%** de commandes de moins que 1966. Une production fléchissante entraînant une augmentation des prix et une compétitivité à l'exportation moindre. Telle est l'image de l'aéronautique française, activité économique de pointe s'il en est.

Pourtant les projets ne manquent pas, et les réalisations de coopération entre notre pays et certains Etats européens auraient dû résoudre les problèmes sociaux délicats qui sont en cause dans cette industrie.

Quelles sont donc les limites de telles coopérations : manque d'audace technologique et scientifique, ou nombre de coopérants restreint ?

### La coopération franco-allemande

Les armées des deux nations avaient besoin d'un avion de transport moyen moderne. Transvall vit le jour, et est déjà livré.

Le Transvall est un bimoteur à aile haute équipé de turbo-propulseurs Rolls-Royce « Type 22 », il peut décoller au poids maximum de 49 tonnes.

Les missions dévolues à cet appareil à la vitesse de 500 km/heure sont tactiques, stratégiques et à courte distance.

Selon la mission le Transvall emportera dans sa soute de 8 à 16 tonnes sur des distances variant de 1 200 km (aller et retour sans ravitaillement) à 4 500 km.

Le point faible n'est peut-être pas dans le domaine technique, mais dans la disponibilité.

En effet notre pays a commandé 50 exemplaires de l'avion et l'Allemagne fédérale 110.

Si d'autre pays d'Europe avaient participé à l'entreprise elle aurait été plus bénéfique au point de vue financier et amortissement des dépenses de recherches.

### La coopération franco-anglaise

La plus réussie des entreprises de collaboration est sans doute la construction de l'avion supersonique « Concorde » entre la France et la Grande-Bretagne.

Cette réalisation est un peu la revanche de l'Europe, qui va gagner cette seconde manche contre l'Amérique en faisant voler le premier avion commercial intercontinental supersonique.

La première manche avait vu la domination de la vieille Europe quand il s'était agi de passer de l'hélice au réacteur.

La comparaison entre les vitesses est très significative.

Le vol au-delà de Mach 2 se heurte à deux obstacles bien connus : l'échauffement cinétique qui augmente rapidement, et la propulsion puissante conservant un bon rendement aux grandes vitesses.

C'est entre Mach 2,2 et 2,7 que le fameux « mur de la chaleur » apparaît. Pour le vaincre, il faut des matériaux nouveaux pour construire des structures ou des propulseurs exposés aux températures élevées, les matériaux sont essentiellement des aciers inoxydables ou des alliages au titane.

Les aciers inoxydables étant lourds, l'avenir est aux alliages au titane, mais leur protection contre l'oxydation n'est pas encore résolue en Europe qui prend là un retard sur l'Amérique.

### La géométrie variable

Les avantages de l'aile à géométrie variable sont importants. Ils permettent de passer d'une vitesse qui est trois à quatre fois celle du son, ailes rentrées, à une vitesse inférieure à celle du son, ailes sorties. Cette technique permet aux avions d'utiliser les pistes actuelles, et de se conformer au trafic ordinaire en élargissant leur voilure.

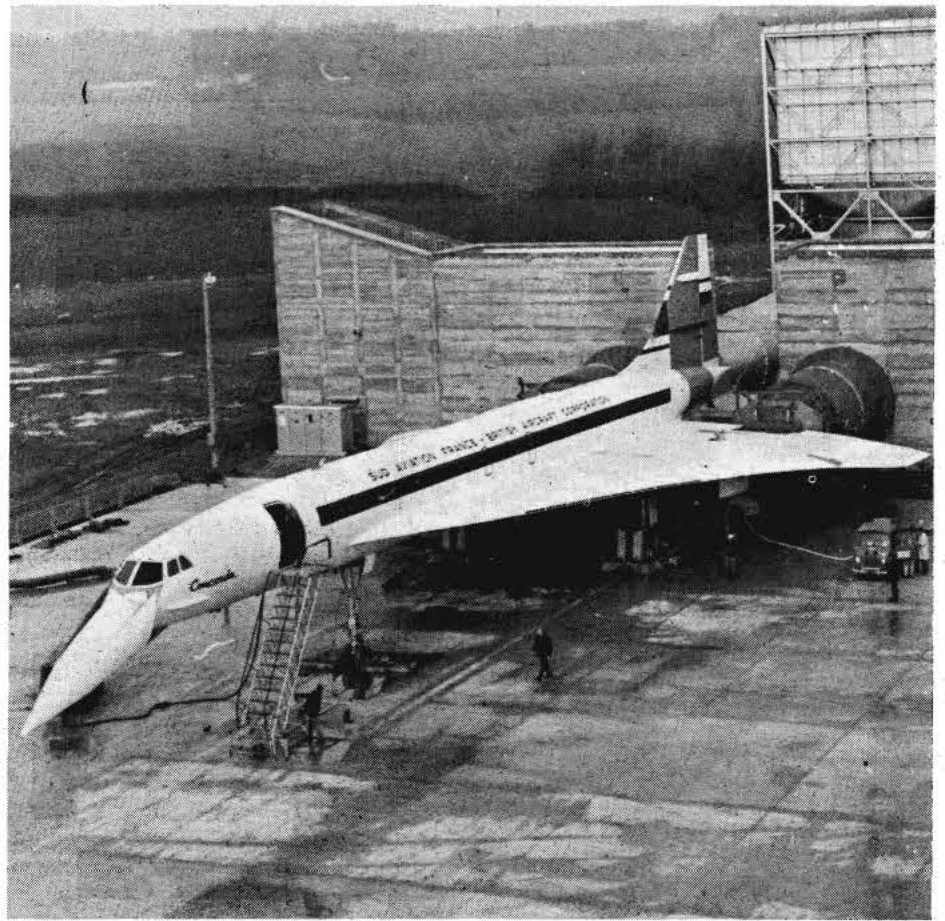
Enfin le changement de voilure permettra aux appareils utilisant cette technique de s'accommoder d'une éventuelle interdiction du « bang » sonore au-dessus des territoires habités.

« Concorde », avion de transport supersonique franco-britannique qui s'apprête à emmener à 2 335 km/heure, 136 passagers, soit 3 h 25 mn pour un vol Paris-New York est-il l'avion révolutionnaire de demain, ou est-il seulement le dernier des avions classiques ?

La carlingue ou cellule est faite d'un matériau classique, le AU2GN (RR 58 en anglais) dont la résistance aux hautes températures est exceptionnelle, sans pourtant atteindre celle qui serait offerte par le titane.

De la géométrie variable, le Concorde en a le nez. L'ensemble de la pointe avant est articulé de façon à être abaissé ou relevé. En vol et pour des raisons d'aérodynamisme, la pointe sera relevée, elle s'abaissera pour l'atterrissage, ce qui permettra aux pilotes d'avoir une bonne visibilité.

La solution la plus originale et la plus étonnante peut-être, c'est que Concorde se meut par le transfert de



Si le nez du « Concorde »...

A.F.P.

son carburant d'un réservoir à l'autre, d'un groupe de réservoirs à l'autre.

Le carburant sert non seulement à alimenter les réacteurs Olymper, mais aussi à refroidir et à équilibrer l'appareil.

Ces caractéristiques permettront à l'appareil de se poser sur les pistes actuelles, mais elles ne peuvent ni lui éviter le fameux « bang » lié au mur du son, ni lui permettre de résister à des chaleurs de 270 degrés.

Commercialement le projet franco-britannique sera rentable puisque ses concurrents américain et russe ont plus de 3 ans de retard sur lui.

Mais si les Français et les Anglais ne travaillent pas pour maîtriser la géométrie variable et le problème de l'oxydation du titane, le Concorde sera dépassé par ses concurrents dans les années 1975-80.

L'effort que consentiront les deux pays sont énormes. 9 200 millions de francs, tel sera le coût approximatif des dépenses d'étude et de lancement de l'appareil.

Cette somme représente près du dixième du budget de la France et neuf fois celui des derniers Jeux de Grenoble.

Les limites de cette coopération sont évidentes et l'exemple de l'Air-Bus n'est pas plus heureux.

### L'exemple de l'Air-Bus

Réunis à Londres de 25 juillet 1967, M. Jean Chamant, ministre français des Transports, M. John Stoyehouse, ministre britannique de la Technologie, et M. Johann Scholbronn, ministre allemand de la Technologie se sont mis d'accord pour la construction de l'Air-Bus.

Le projet sera achevé en 1968 et le premier vol aura lieu en 1971.

Cet avion conçu pour transporter 260 à 300 passagers à une vitesse de 900 km/heure sur des distances de 600 km devrait être choisi par les trois compagnies nationales.

Mais déjà nous savons que la compagnie allemande Lufthansa refuse de s'associer à l'accord d'achat d'au moins 25 unités.

Que va faire le gouvernement de Bonn ?

Sud-Aviation (principal adjudicateur pour la cellule) et la S.N.E.C.-M.A. (pour la construction des moteurs dont l'étude sera assuré par Rolls-Royce) vont-ils pouvoir profiter de l'accord franco-anglo-allemand ?

Outre ces programmes, l'aéronautique française mise pour son redressement sur la construction d'avions tant civils que militaires (Jaguar, Mystère 20 et Mirage 5).

### A l'échelle européenne

De toutes les considérations qui précèdent, nous pouvons dire que l'avenir de cette industrie réside dans les recherches scientifiques (alliages au titane, géométrie variable...) qui forment la toile principale dans le coût de l'avion (80 %), et dans la coopération à l'échelle européenne qui permettra d'organiser progressivement une industrie capable de résister à la concurrence américaine.

Le gouvernement français est-il vraiment enclin à envisager une coopération à l'échelle de l'Europe ? Dans le domaine technologique et plus particulièrement dans l'aéronautique, il est évident qu'il ne s'en soucie que très peu. □

## Conseils de résidents

# Pour un syndicalisme de l'habitat

Georges Gontcharoff

Huit à dix pour cent des logements actuellement construits en France sont inclus dans des grands ensembles. La tendance future est naturellement à une forte augmentation de ce pourcentage. Cette nouvelle forme d'habitat pose des problèmes qui commencent à être perçus par l'opinion publique. « T.S. » a déjà eu l'occasion de donner des informations à ce sujet, principalement à partir de l'expérience du Conseil des Résidents de Sarcelles (\*). Quelques pistes de réflexions, proprement politiques, restent cependant à explorer.

Les problèmes du logement avaient jusqu'à présent donné lieu à trois types de structures : les Comités de mal logés, s'attachant aux aspects les plus criants de la crise du logement : actions contre les expulsions, squattages, pressions sur les pouvoirs publics, surtout locaux, pour obtenir des cités d'urgence ou de transit, pour augmenter les programmes de logements sociaux ; des Associations de locataires, correspondant le plus souvent à des immeubles ou à des groupes d'immeubles de taille moyenne, appartenant à des propriétaires privés, sur lesquels la pression collective s'exerçait au niveau des loyers, des charges et des revendications traditionnelles d'entretien de l'habitat ; des Associations de co-propriétaires, prévues par la loi et par les règlements intérieurs.

L'apparition des grands ensembles a donné à ces problèmes une dimension tout à fait nouvelle et nous devons prendre conscience qu'il ne s'agit pas d'une simple modification quantitative, mais d'une véritable transformation qualitative.

Des « Conseils de Résidents » ont été créés, en 1965, dans 12 grands ensembles de la S.C.I.C. (Société Centrale Immobilière de Construction, dépendant de la Caisse des Dépôts) : 10 dans la région parisienne et 2 en province. En dépit de la variété de leurs recherches et de la diversité des situations, ils font apparaître une dimension totalement nouvelle à l'action dans ce secteur.

### Etablir le dialogue avec les organisations locales

Celle-ci ne peut plus se limiter au seul aspect du logement, de son loyer, de ses charges, de son entretien. Il faut ouvrir les yeux sur l'environnement, c'est-à-dire sur la totalité des problèmes de l'urbanisme, et, en particulier, sur les implantations d'équipements socio-culturels. L'ha-

bitant des grands ensembles a légitimement son mot à dire à propos de la carte scolaire de sa zone géographique, à propos des grandes et des petites opérations de voirie, à propos des problèmes de l'emploi (implantations industrielles ou tertiaires à proximité du logement, lutte contre les migrations quotidiennes des travailleurs...). Pris dans le tissu des schémas directeurs, les grands ensembles en constituent souvent les pièces maîtresses du développement futur. Il est normal, il est souhaitable que leurs résidents cherchent à s'exprimer à propos de ces options vitales pour l'avenir. C'est pourquoi nous préférons parler d'un syndicalisme de l'habitat, plutôt que d'un syndicalisme du logement.

### Ce que prouve l'expérience

L'action ne peut pas non plus se limiter à la seule revendication vis-à-vis d'un propriétaire, d'une part parce que cette fois le propriétaire est une puissance de dimension nationale, d'autre part parce que le dialogue doit aussi s'instituer avec les organisations locales les plus diverses et avec les Municipalités. Cette question est particulièrement importante. Les Conseils de Résidents ne sont pas appelés à se substituer aux associations locales. Au contraire, l'expérience prouve que les dimensions nouvelles données à l'action stimule les associations et que ce sont elles qui s'expriment, par leurs mandats au sein des Conseils, un peu à la manière dont les syndicats font campagne et agissent, à travers les Comités d'entreprise. Le syndicalisme familial, lui-même en pleine mutation, y trouve un débouché nouveau. A ce titre, les Conseils pourraient constituer ces « écoles de la démocratie » que nous souhaitons si souvent, parce qu'elles sont un appel à la participation et au militantisme. Il est déjà si méritoire de trouver des animateurs dans des villes-dortoirs !

Ce ne sont pas les Conseils de Résidents qui posent directement un problème aux municipalités. C'est l'existence même des grands ensembles qui peut mettre indirectement en question les structures communales. Il est évident que l'arrivée massive d'une population nouvelle, souvent hétérogène par rapport aux structures communales en place, la mutation en nombre comme les modifications de l'éventail sociologique du corps électoral, font éclater bien des cadres traditionnels. Les grands

ensembles qui sont à cheval sur plusieurs communes et même plusieurs départements accentuent encore les tensions : menace d'un Etat dans l'Etat, d'une refonte des limites territoriales, d'une mainmise du pouvoir dans le cas des villes nouvelles. Mais on voit bien qu'il ne s'agit pas d'un problème du ressort ou de la responsabilité des Conseils de Résidents, mais d'un problème proprement politique, à traiter par le canal des élus locaux.

Chacun restant dans son domaine propre, on peut espérer qu'une collaboration fructueuse peut s'instituer entre certaines municipalités et les Conseils. Quand il s'agit de discussions avec les organismes de l'Etat gaulliste, quand il s'agit de mettre le souci de l'homme au dessus de la recherche du profit immédiat, de la spéculation foncière, de la spéculation immobilière, du sous-équipement social et culturel, les résidents qui sont aussi des électeurs peuvent difficilement ne pas entrer en conflit avec une municipalité, si elle est conservatrice, ne pas collaborer avec une municipalité, si elle est vraiment progressiste.

Le Conseil Municipal doit être représenté dans les Conseils de gestion des équipements socio-culturels du grand ensemble. Nous avons toujours écrit dans nos programmes que ces équipements quel que soit leur promoteur d'origine, doivent échapper à toute mainmise paternaliste privée ou à toute dictature municipale et être gérés par des Conseils faisant une large place aux usagers représentés par leurs associations. La vie municipale ne consiste pas à tout centraliser et à téléguidé des associations satellites, mais à animer le pluralisme des associations en leur assurant les meilleurs moyens matériels de leur épanouissement. En retour cette effervescence des associations est une garantie de santé démocratique dans nos communes.

Inversement, les résidents doivent, par le biais de leurs associations, être représentés dans ces fameuses commissions mixtes extra-municipales que nous avons toujours pronées (Commission de l'Urbanisme par exemple), et qui n'ont encore vu le jour que dans trop peu de municipalités d'Union démocratique.

### Refuser l'atomisation des luttes

L'action a aussi montré que la politique de la S.C.I.C. avait souvent consisté à « diviser pour régner ». Le mélange dans un même grand ensemble de locataires, d'accédents à la propriété (sous diverses formes) de co-propriétaires, l'éparpillement dans des filiales diverses d'un même promoteur, le particularisme du bloc d'immeubles ou même de l'escalier ont souvent conduit à des associations multiples que les dirigeants de la S.C.I.C. avaient beau jeu de dresser les unes contre les autres. Avec des nuances qu'il ne s'agit pas de nier

ou de minimiser, nous pouvons dire que, quel que soit leur statut, les habitants du grand ensemble ont intérêt à refuser cette atomisation de leurs luttes et à se regrouper en un Conseil commun, pour être plus forts face à un même adversaire et face à des problèmes voisins (circulation dans les mêmes voies, jouissance des mêmes espaces verts et des mêmes zones d'évolution, services communs, de chaufferie par exemple, même insertion à réaliser dans la conception urbanistique générale). Le terme de résident concrétise bien ce dépassement des notions traditionnelles de propriétaires et de locataires. C'est pourquoi nous préférons, encore une fois, le terme de syndicalisme de l'habitat, au terme, souvent écriqué, de défense des locataires.

### Eviter tout enlèvement

Il est important, enfin, de comprendre que l'acceptation de la co-gestion ne doit pas signifier l'abandon des revendications. Nous estimons que présenter les Conseils de Résidents comme guettés par la « collaboration de classe » est parfaitement abusif. Toute « participation » présente des dangers. Quand les Comités d'entreprise se contentent de préparer des arbres de Noël ou de gérer des colonies de vacances, ils entrent dans le jeu patronal. Mais l'expérience prouve qu'ils peuvent servir bien autrement la classe ouvrière, si les syndicats savent leur donner toute leur dimension. Nous réclamons même l'extension de ces droits. Quand des Comités d'entreprise sont majoritairement entre les mains d'un syndicat immobiliste ou timoré, ils peuvent en effet végéter et même démobiliser les travailleurs. Mais quand un syndicat, ou des syndicats œuvrant dans l'unité, savent les animer, ils peuvent largement contribuer à élever le niveau de conscience et des luttes des travailleurs. Il en est de même des Conseils de Résidents. Si l'on est bien conscient des dangers d'enlèvement que représente toute politique contractuelle, l'apprentissage de la co-gestion et de la démocratie à la base sont incontestablement des amorces positives qui seront reprises en charge par un pouvoir travaillant dans la perspective du socialisme.

A une profonde mutation des structures du logement doit répondre une profonde mutation du syndicalisme particulier qui exprime les revendications des habitants. C'est pourquoi le P.S.U. est favorable à l'expérience des Conseils de Résidents. Il souhaite que leur existence soit rapidement étendue à de nombreux autres grands ensembles de la S.C.I.C. et transposée à d'autres grands groupements d'habitation relevant d'autres promoteurs publics, semi-publics ou privés. L'ensemble de l'opinion de gauche — partis, syndicats, associations — devrait bien réfléchir en commun à un tel problème. □

(\* Voir T.S. N° 352 du 21-12-67.



Les 50.000 âmes de Sarcelles.

Jacques Windenberger

## Conférence de presse

# Haro sur les halles

Thierry Hauréau

Le jeudi 29 février, la Fédération de Paris du P.S.U. organisait une rencontre entre les conseillers P.S.U. de Paris et la presse. Objet de la discussion : la position du groupe P.S.U. au cours de la session extraordinaire du conseil de Paris consacrée au schéma directeur et à l'aménagement des Halles.

Les lecteurs de « T.S. » connaissent déjà l'appréciation portée par le P.S.U. sur l'une et l'autre des opérations. Les journalistes savaient également que le P.S.U. avait fait les analyses les plus originales sur ces questions (récemment reprises d'ailleurs par d'autres — sans citer leurs sources...) et défendu avec le plus d'opiniâtreté la nécessité d'un débat démocratique dépassant le cadre des réunions de l'Hôtel de Ville.

Il s'agissait, en l'occurrence, non seulement de rappeler nos positions mais d'expliquer en quoi l'attention que nous entendions donner à la forme même du débat était autre chose que le reflet d'un goût tâtilon pour les batailles procédurières : l'expression d'une analyse politique sur les conditions de gestion de la ville de Paris. Nous pensons en effet que le conseil de Paris est à un tournant, et que cette session décidera définitivement de sa vocation à intervenir réellement sur les affaires de sa compétence ; et que le problème de forme —

traiter par le mépris la consultation des premiers intéressés, les Parisiens — rejoint le problème de fond — livrer l'aménagement de la capitale aux intérêts financiers.

### Comment couper les schémas en quatre

En ce qui concerne le schéma directeur de Paris, Claude Bourdet soulignait :

« Un certain aspect administratif et "clandestin" du travail d'urbanisme tel qu'il est conçu pour Paris et qui aboutit à présenter une seule option au lieu de plusieurs, contrairement à ce que prévoit la loi d'orientation foncière et urbaine, et donc à orienter décisivement les choix dans le sens voulu par l'administration centrale, c'est-à-dire par le pouvoir. Et nous affirmons que l'on ne fera pas de bon urbanisme tant que l'on n'aura pas prévu une méthode pour associer la population et tous ses groupements aux études et aux discussions depuis le stade initial. »

On s'est beaucoup étonné des contradictions entre le projet d'aménagement des Halles et le schéma directeur de Paris, de même qu'entre ce schéma et celui du District ; on pourrait aussi rappeler que celui-ci présente lui-même certaines contradictions avec les orientations, plus implicites qu'explicites de la poli-

tique d'aménagement du territoire. En réalité, s'ils sont choquants pour l'esprit, ces illogismes élargissent la marge de manœuvre de l'administration qui a beau jeu de s'appuyer sur un texte contre un autre, quitte à montrer qu'en fait les élus prennent à tort et à travers des décisions contradictoires.

Cette technique s'apparente aussi à celle du découpage et du cloisonnement des problèmes de manière à empêcher toute vue d'ensemble. Cela permet en particulier de laisser subrepticement le centre de Paris s'orienter vers les activités considérées comme « nobles » (le tertiaire), en renvoyant sur les banlieues « les autres », c'est-à-dire les emplois industriels.

Nous estimons indispensable de conserver la variété de la population parisienne, ce qui suppose que les opérations immobilières soient maîtrisées par la puissance publique au service de la population et non des spéculateurs, et d'autre part que le problème de l'emploi et celui des activités professionnelles soient examinés d'une façon sérieuse et moderne de manière à favoriser non seulement les activités de bureau mais toutes celles qui contribuent à un développement équilibré comme l'artisanat et les industries modernes. Rien n'est plus dangereux, non seulement, humainement et socialement, qu'une politique de déconcentration et de décentralisation inconsidérée qui risquent de laisser s'anémier et se rétrécir un capital de technicité professionnelle qui est une des richesses de la France.

### Emballage somptueux pour marchandise avariée

En ce qui concerne le projet d'aménagement des Halles, on n'a pas lésiné sur les moyens pour faire avaler une procédure viciée à la base. Six maquettes, présentées à grand renfort de moyens publicitaires, prétendaient éclairer le choix à faire au cours de cette session.

Ainsi que devait le rappeler David Weill, le but de l'opération était clair : escamoter le débat de fond et le situer sur le plan, second dans le temps, des formes architecturales.

L'administration avait de bonnes raisons de détourner l'attention sur des questions annexes car, sur l'essentiel, elle avait pris quelques libertés par rapport aux promesses antérieures. De toute évidence, on a voulu privilégier la rentabilité financière de l'opération :

1° en « bourrant » le quartier en lui imposant une densité très élevée ;

2° en réduisant la place donnée aux logements et aux équipements culturels (fi de cette encombrante « dominante culturelle » que nous avions réussi à faire adopter par le conseil !) au profit des bureaux ;

3° en accordant au ministère des Finances et, le cas échéant, à un centre international du commerce, une place prépondérante.

On aurait ainsi au milieu de Paris un beau symbole du capitalisme de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

### Au-delà des vœux pieux

Malgré certains artifices de présentation qui ne résistent pas à l'examen, le préfet a ainsi passé outre à plusieurs délibérations antérieures du conseil municipal. Avec une belle obstination, les pions ont été disposés progressivement : une société d'études qui a travaillé sans liaison avec les élus, des architectes choisis de façon discrétionnaire (alors qu'il fallait organiser un concours), un projet de société d'équipement où les hommes du pouvoir disposeront d'une écrasante majorité.

Il est encore temps pour le conseil de Paris de se ressaisir, pour ses membres de montrer qu'ils attachent encore un peu de respect à leur responsabilité d'élus, en reprenant le contrôle d'une opération qu'on a sans cesse cherché à lui soustraire. Encore faut-il ne pas trop se fier aux apparences : il est possible qu'au cours de cette session le conseil refuse de prendre des décisions définitives, qu'il s'agisse des Halles ou du schéma directeur, mais que l'échéance n'en soit que retardée.

Pour nous cependant, le fait de gagner du temps n'a d'intérêt que si nous mettons à profit le délai ainsi obtenu pour ouvrir un véritable débat public sur le fond du problème, face à ceux qui veulent institutionnaliser les lignes de force de la société existante dans leur politique d'urbanisme. Ce problème, c'est de savoir comment projeter sur le sol parisien une autre image, celle d'une société en évolution orientée vers les échanges entre les hommes et les groupes sociaux. Nous avons des propositions à faire, mais nous respectons d'abord l'exigence démocratique d'une large discussion avec tous les intéressés. Il faut montrer que l'on peut faire autre chose que l'actuel « urbanisme discrétionnaire ».

Tout cela dépasse largement les seuls problèmes parisiens. Et cela suppose que Paris ne vive plus à l'heure du clocher de l'Hôtel de Ville... □

## LA SEMAINE PROCHAINE

Le prochain numéro de T.S. (364) sera en partie consacré aux problèmes de la jeunesse :

En préparation à la rencontre des jeunes des 16 et 17 mars.

— une Table ronde sur « l'emploi et les jeunes », entre des syndicalistes, des responsables de maisons de jeunes, des étudiants ;

— un article de notre correspondant à Rome, Bruno Crimi sur les manifestations étudiantes en Italie, etc.

Passez dès maintenant les commandes à Tribune Socialiste, 54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup> - C.C.P. 58.26.25 Paris.

## Conseil national : Le Gard

Après avoir quitté Alès, la voiture monte à travers les contreforts des Cévennes, arides et durs, les premiers villages et bourgs apparaissent, petites maisons tristes, terrils noirâtres, vieux bâtiments mal entretenus, nous sommes dans le « bassin houiller des Cévennes », 7.000 salariés, 50.000 personnes : une seule source de richesse, les huit puits.

La réunion du P.S.U. se tient dans le foyer municipal, les joueurs se retirent en silence. Restent une quinzaine de vieux militants, attentifs, songeurs. Où sont les jeunes ? Quels jeunes ? Il n'y a plus de jeunes ici. La mine n'embauche plus depuis 4 ans.

On se restaure chez notre camarade Pimide. Le blanc de blanc ferait frémir de jalousie les meilleurs sommeliers de Paris, la conversation monte. « Pourquoi n'y a-t-il pas eu ici de manifestations comme à Decazeville ? » « Personne ne viendra s'installer dans ce coin perdu, sans bonnes communications. » Pimide, passionné, rappelle 15 ans de combat militant à la C.G.T. La mine est là, les gens ne peuvent pas croire qu'elle pourrait fermer ; ils ne veulent plus rien croire. Il faut s'accrocher, créer des emplois, abaisser l'âge de la retraite. Si un puits ferme dans 3 mois ce sera l'explosion. Souvenez-vous de 1963, la grève a obtenu la levée de la réquisition. Nous avons pu continuer la lutte. Nous continuerons.

Mais repartons vers la Franche-Comté. Il fait nuit, les deux petites salles de cinéma absorbent les moins de 20 ans et nous nous demandons qui est responsable de cette situation, qu'ont fait les responsables socialistes et M.R.P. depuis 15 ans ?

Vers l'ouest commence la zone textile Le Vigan, Ganges, Sumène. Ici régnait la soie. Aujourd'hui c'est le marasme. Le front syndical est dur. Les jeunes se lancent dans la bagarre, mais le patronat ne fait pas de quartiers à Sumène, une seule entreprise a gardé un comité d'entreprise, le patronat fera tout pour l'abattre.

Après le travail, comme dans les mines, à peine délassés beaucoup de travailleurs filent avec les cars à 10, 15 kilomètres. Comment les grouper, les informer ? Ce ne peut être que dans l'entreprise ; mais là le patron veille ; pas d'action syndicale sur les lieux du travail !

L'insécurité règne ; il est difficile de trouver des candidats pour les postes de délégués.

Dans une entreprise de l'Aude (400 francs par mois de salaire moyen), le syndicat a envoyé une lettre au patron donnant les noms des délégués, à partir de ce moment, légalement, ceux-ci ne peuvent plus être renvoyés ; le lendemain les camarades candidats sont renvoyés ; protestations : « nous avions écrit » ; oui répond le patron, nous avons bien reçu une enveloppe mais la lettre n'était pas dedans. La lettre n'était pas recommandée ; pas de preuve, le patron triomphe.

Mais revenons vers Nîmes ; réunion sur l'action syndicale. Le tableau se complète. Dans une entreprise du bâtiment qui emploie 800 personnes, il n'y a jamais autant de candidats que de postes de délégués. Insécurité ; peur du renvoi sous un prétexte quelconque ; beaucoup de travailleurs étrangers dont aucun n'est syndiqué et pour cause, l'expulsion est facile !

Dans les mairies de la région qui sont tenues en mains par la S.F.I.O., au contraire, le taux de syndicalisation est élevé, près de 100 %, tous F.O. Un jour la municipalité a changé, le jour même tous les employés passaient à la C.G.T.

Après la réunion, visite avec J. Compère de la zone industrielle et des ZUP. La zone se remplit lentement, surtout des entrepôts, à la mairie le graphique du chômage est en hausse constante. La ZUP aussi se remplit difficilement : un loyer de 170 francs c'est beaucoup pour ceux qui ne gagnent pas 600 francs par mois ; la municipalité travaille ; elle a de lourdes charges ; les jeunes ne trouvent pas de travail à la mine ou dans le textile ; ils n'en trouvent pas beaucoup plus à Nîmes même, alors où aller ? A Lyon, à Paris, il paraît que c'est bien mieux.

L'industrie moderne apparaît tout de même, dans la plaine : Marcoule, IBM, la Libby's. Ici le climat change, le patronat aussi. Bien plus évolué. Pas de brimades, pas de répression bête. Les délégués sont de bons travailleurs, ils méritent d'être promus chefs d'équipe, contremaîtres. Les salaires sont un peu plus élevés, fixés suivant des règles rationnelles, complexes, « objectives ». Bien malin qui peut s'y reconnaître.

Le patronat désarme l'action syndicale ; même chose pour le logement on inscrit les salariés d'IBM dans la population locale ; on les disperse aussi !

L'action syndicale n'est pas moins vive ; mais elle se déplace vers les conditions de travail, et pour la sécurité de l'emploi.

La sécurité de l'emploi — grand rêve — qui conditionne aussi la syndicalisation. On le voit bien dans les services publics. A l'EDF, fort taux de syndicalisation. Parce qu'il y a sécurité ? Oui mais la conquête de la sécurité a été aussi un résultat de la bataille ouvrière pour les nationalisations ; et après les nationalisations pour l'efficacité de l'action syndicale dans le secteur public.

La lutte ouvrière dans le Gard et les départements voisins prend bien des aspects, de la vieille mine à IBM et à l'hôpital public. Parfois la solidarité des travailleurs n'apparaît pas avec évidence et pourtant tout se tient. Niveau de vie, qualification, responsabilité, emplois, âge de la retraite. Un camarade étudiant montre que l'Education nationale doit former des travailleurs capables de se défendre et non des consommateurs passifs. Un cultivateur explique les difficultés des viticulteurs. Tout se tient.

## Vie des Fédérations

LE GARD : C'est devant près de 100 militants que s'est déroulée la rencontre régionale sur l'action syndicale.

Réunis à l'initiative des fédérations P.S.U. du Languedoc-Roussillon, les participants devaient aborder en matinée et dans le cadre des commissions de travail (ouvrière - enseignante - agricole), les problèmes soulevés par l'action syndicale.

Dans l'après-midi devant la presse régionale les délégués devaient, après avoir écouté les rapports des commissions, engager la discussion.

Celle-ci entraîna l'intervention de nombreux militants syndicaux (C.G.T. - F.O. - C.F.D.T. - S.G.E.N. - F.E.N. - F.D.E.S.E.A. - C.D.J.A.) qui apportèrent leurs expériences et soulevèrent des questions essentielles (emplois, défense des droits syndicaux, liaisons syndicalisme-politique...).

La rencontre devait être clôturée par une intervention de J. Malterre, précisant les positions du P.S.U., son souci de l'autonomie syndicale et sa volonté d'apporter des réponses aux questions posées par les organisations syndicales.

Une réunion des cadres P.S.U. du Languedoc-Roussillon, présidée par J. Compère, devait, après la rencontre, examiner avec J. Malterre les problèmes politiques et les questions soulevées par la préparation du Conseil national.

## Communiqué du G.R.A.P.P.

A l'issue d'une assemblée générale tenue le 26 février, le Groupe de Recherche et d'Action pour le Règlement du Problème Palestinien (G.R.A.P.P.) déclare notamment :

« Tout essai de règlement devra porter sur la question des territoires, mais aussi sur celle des déplacements successifs de population, et sur les autres aspects moraux et matériels du conflit. Il faudra aussi garantir les parties contre le retour de la violence et plus généralement contre toute action de l'impérialisme ou du racisme. »

Pour l'instant, le G.R.A.P.P. déplore qu'Israël semble subordonner tout règlement au marchandage d'une situation de force, et se borne à accentuer la répression contre la légitime résistance du peuple palestinien à l'injustice commise. Il note avec intérêt certaines déclarations d'éléments de la gauche israélienne. Il voit enfin un indice encourageant dans l'effort des Arabes en vue d'une approche plus concrète et mieux informée.

Il considère toujours qu'un arbitrage de nations du tiers monde offrirait les meilleures chances pour sortir de l'impasse, pour éliminer les outrances et les difficultés procédurales qui viennent compliquer le fond, et pour replacer le problème sur son véritable terrain : celui de la coexistence de populations et de cultures hétérogènes au Proche-Orient.

Le G.R.A.P.P. vient de publier, dans la série des Cahiers de « Témoignage Chrétien », une brochure informative intitulée : « Pour un juste règlement du problème palestinien ». Toute commande peut être passée à « Témoignage Chrétien », 49, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>. Prix : 7 francs.

● Le G.R.A.P.P. et l'U.N.E.F. organisent une réunion-débat sur LE PROBLEME PALESTINIEN ET LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT le jeudi 14 mars 1968, à 20 h 30, à la Mutualité avec J. Berque, M. Rodinson, P. Cot, R. Buron, L. Perillier, M. Péraud (président de l'U.N.E.F.).

## Calendrier

Vendredi 8 mars  
● MEAUX - Bourse du Travail - 20 h 30 - Réunion-débat - « Les perspectives du pouvoir pour la gauche », avec Marc Heurgon.

● VILLERS-BOCAGE (Somme) - Salle de la mairie - 20 h 45 - « L'avenir du monde agricole », avec Serge Mallet.

● PARIS - 81, rue Mademoiselle, 15<sup>e</sup> - 20 h 30 - Réunion organisée par le CEDE-

TIM et la commission nationale Santé - « Santé et développement ».

Samedi 9 et dimanche 10 mars

● BOUCHES-DU-RHONE - visite de Michel Rocard qui animera une réunion publique au théâtre d'Aix (samedi 15 h) et à MARSEILLE (samedi 21 h). Le dimanche sera occupé par une journée de formation sur les luttes sociales à l'école de Simiane.

● MEURTHE-ET-MOSELLE - Week-end de formation et d'étude animé par Jacques Malterre - « La solution socialiste aux problèmes du monde moderne ».

● DORDOGNE - Rencontre régionale agricole à TERRASSON organisée par le comité régional des Rencontres socialistes.

Lundi 11 mars

● AMIENS - Salle municipale - 89, mail Albert-1<sup>er</sup> - Réunion-débat sur « L'avenir de la médecine ; vers une planification de la Santé », avec le docteur Armand Vincent, du bureau national du GERMM, à l'initiative du centre d'études socialistes.

● CLICHY - Mairie - 20 h 45 - Réunion-débat - Programme économique et social de la gauche au pouvoir, avec L. Tron (F.G.D.S.), J. Piette (S.F.I.O.) et J. Malterre (P.S.U.).

Mardi 12 mars

● PARIS - Théâtre de Plaisance, 111, rue du Château (14<sup>e</sup>) à 20 h 45 - Logement et rénovation, avec C. Bourdet et C. Neuschwander.

● SAINT-DENIS : meeting P.S.U. avec Michel Rocard.

## Jeunes du PSU

RENCONTRE NATIONALE DES JEUNES DU P.S.U., 16 et 17 mars 1968, 81, rue Mademoiselle, Paris 15<sup>e</sup>.

LES JEUNES, L'EMPLOI ET LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL

Samedi 16 mars : 14 h - ouverture, par M. Rocard, « L'action du P.S.U. parmi les jeunes », par R. Chapuis, du B. N., 16 h : commissions.

Dimanche 17 mars : 9 h à 13 h - Rapport des commissions et débats avec J. Malterre, membre du B. N.

## 15<sup>e</sup> section

Vendredi 8 mars 1968 de 18 h à 24 h Salle du Patronage Laïque, 72, avenue Félix-Faure, à l'initiative de la 15<sup>e</sup> section du P.S.U. se tiendra un colloque sur le thème :

« PARTIS ET SYNDICATS »

avec : J.-M. Vincent, M. Labi (F.O.), M. Conin (C.F.D.T.), A. Barjonet (C.G.T.), J. Kergoat et G. Lecourtois (P.S.U.)

## Diffusion

Des exemplaires du livre de notre camarade Pierre Souchon de la 14<sup>e</sup> section de Paris « L'évaluation des titres non cotés en Bourse » comprenant une théorie générale de l'évaluation des immeubles et des fonds de commerce, seront en vente au profit de notre Parti, à partir du 8 mars.

Il s'agit d'un livre technique, apolitique, qui sera un instrument de travail précieux pour les experts et les spécialistes. Les commandes peuvent être adressées dès maintenant à notre siège, accompagnées d'un versement de 12 francs (comprenant les frais d'expédition) au C.C.P. n° 14 020 44.



## Les Soviétiques et les autres

Lundi 26 février, à Budapest : 150 délégués de 65 partis communistes sur 90 sont réunis dans la grande salle de l'hôtel Gellert afin de préparer une nouvelle conférence mondiale dont la dernière remonte à 1960. L'idée n'est pas neuve : Khrouchtchev l'avait développée dès 1963. Une première réunion consultative s'était déroulée en mars 1965. Les 19 partis participants d'alors ne sont plus que 18 (le P.C. Cubain s'étant retiré) lorsqu'en novembre dernier l'appel décisif est lancé.

Cette rencontre de Budapest, les Soviétiques la souhaitent d'abord pour montrer au monde que le mouvement communiste n'est pas aussi fissuré que certains le prétendent mais surtout pour restaurer leur autorité. Ils se heurtent en effet de plus en plus à des partis communistes désireux d'affirmer leur indépendance, soucieux de manifester leurs particularités, inquiets d'une renaissance possible du Kominform, supprimé depuis 1956.

M. Brejnev a récemment assuré qu'il ne saurait être question de revenir sur ce dernier point. Pourtant, à la tribune, le délégué est-allemand, représentant l'un des partis les plus proches de l'U.R.S.S., a proposé que soit définie une ligne générale constituée « des tâches communes reposant sur des opinions communes ». Des tâches que chaque parti devra

considérer comme obligatoires. Cette idée, critiquée par certains délégués comme les Italiens et les Français mais acceptée par d'autres comme les Iraniens, répond, en fait, aux vœux de Moscou.

Les Roumains, eux, d'accord cependant pour une conférence mondiale, ont préféré partir en claquant la porte. Leur critique essentielle ? La date (vers la fin 1968) et le lieu (sans doute Moscou) de la prochaine conférence étaient prévus avant le début des travaux. Ce qui est important dans ce départ, c'est qu'il se soit déroulé devant le monde entier. Jusqu'à maintenant on connaissait les positions respectives mais rien n'était dit officiellement. Déjà une polémique s'est instaurée : plusieurs délégués ont critiqué l'attitude des Roumains.

La rencontre de Budapest, qui devait marquer l'unité, a donc surtout mis en relief les divergences et les difficultés des Soviétiques à trouver des partenaires « inconditionnels ».

Qu'en sera-t-il alors durant la conférence mondiale où, selon le désir de nombreux délégués, toutes les forces anti-impérialistes devraient être présentes ?

Mais après tout que le débat ait été public est peut-être le phénomène le plus intéressant de cette réunion consultative. □



Budapest : toutes les nuances de l'orthodoxie à l'hétérodoxie. A.F.P.

les affrontements sanglants de l'an dernier.

Pour parer au plus pressé, il devra sans doute se contenter d'envoyer un premier contingent de 50 000 jeunes recrues, dont on sait déjà qu'ils seront automatiquement versés dans le corps des *marines* pourtant uniquement composé jusqu'ici de volontaires.

De toute façon cette décision jointe au cri d'alarme et financier lancé dernièrement par Wall Street ne sera pas faite pour renforcer la position du président tant au sein de son propre parti où les critiques se multiplient, que face à une opinion publique qui s'inquiète chaque jour un peu plus de l'issue de la « sale guerre ». □

## Vietnam : parer au plus pressé

L'accentuation de la double pression militaire et politique, que le Vietcong et les Nord-Vietnamiens exercent depuis la fin de la semaine dernière, tant sur les villes

que sur les bases encerclées proches du 17° parallèle, ne manquera pas d'influer sur la décision d'accroître les effectifs américains au Vietnam, que prendra probablement dans les prochains jours le président Johnson.

Il dispose désormais de tous les éléments du dossier, et le délai de réflexion qu'il s'est accordé au lendemain de la réunion, le 29 février à Washington de son conseil de guerre extraordinaire traduit bien l'hésitation qu'il a de trancher entre les diverses solutions qui lui ont été soumises. Pour accorder au général Westmoreland les 100 000 hommes de renfort qu'il réclame, il lui faudrait opérer un prélèvement important sur les unités de réserve de la garde nationale chargées de maintenir l'ordre autour des ghettos noirs.

Mais il semble que Johnson ne s'y résoudra pas, à la veille d'un été qui promet d'être chaud sur le plan des luttes raciales. Les 130 000 hommes dont il dispose et qui viennent de recevoir un nouvel équipement ultramoderne et à base de « gadgets » lui seront d'un précieux secours pour éviter à la veille de sa campagne électorale, que ne se reproduisent

responsable politique  
êtes-vous  
**BIEN ÉQUIPÉ ?**

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.

## INTER-LIVRES

38 - 40, AV. DES GOBELINS, PARIS-13<sup>e</sup>

commander tout livre  
DISPONIBLE CHEZ LES EDITEURS

PAR TELEPHONE **535 - 08 - 46**  
OU PAR LETTRE

VOUS LE RECEVREZ DANS LES PLUS BREFS DELAIS PAR COURSIER OU PAR LA POSTE

**VOUS LE PAIEREZ MOINS CHER**

● 10 % DE REMISE IMMEDIATE ● PRIME DE FIDELITE ● PORT GRATUIT POUR TOUTE COMMANDE SUPERIEURE A 50 F

**VOUS LE PAIEREZ PLUS TARD**

SUR FACTURE REÇUE CHAQUE MOIS



Armand Gatti et Pierre Taupier chargé des relations publiques du TEP.

## Interview

# Gatti parle des soleils de Charonne

« Je voudrais être un soleil, parce qu'il réchauffe et peut se préserver 12 heures sur 24, et parce qu'il est meurtrier sans le faire exprès. » Telles sont les paroles d'un ouvrier martiniquais qui fournirent à Armand Gatti le point de départ de sa dernière pièce : « Les treize soleils de la rue Saint-Blaise » (1).

Guy Rétoré, directeur du TEP, est à l'origine de cette nouvelle aventure théâtrale. Soucieux d'approfondir les relations de ses adhérents avec le théâtre, il eut l'idée d'inviter une trentaine de personnes de tendances diverses (prêtres, militants politiques, syndicalistes, etc.) à participer à la naissance d'une pièce. Cinq réunions. Vingt-cinq heures de débat. Une double question fut posée : « Quels sont les problèmes contemporains importants qui prennent leurs racines dans vos préoccupations quotidiennes ? Si vous étiez auteur dramatique, sur quoi écririez-vous ? »

Gatti, traquant le « Je », attentif à toute manifestation de sincérité, scrutant les différentes manières dont chacun de ces auteurs improvisés affrontaient les problèmes souvent communs, accepta d'écrire une pièce reflétant les préoccupations essentielles des adhérents du TEP.

— Comment l'auteur dramatique a-t-il utilisé les documents et les expériences fournis par ce long débat ?

— Quelles que soient leurs opinions, tous les participants ont voulu traiter le problème du militant. Comme c'était le sujet d'une de mes précédentes pièces « Un homme seul », nous avons élargi le débat.

### Approuver ou non les buildings

Le matériel qui m'était proposé était abondant mais d'une utilisation difficile. Je suis donc parti de deux impressions : les propos d'un antillais s'identifiant au soleil et le quartier de Charonne où Rétoré a passé son enfance. J'ai vagabondé autour de la rue Saint-Blaise, l'un des quartiers rouges de la Commune, qui m'est devenu soudain très fa-

milier. Le titre de la pièce résume ces deux impressions. Quant au sujet il évoque globalement la résurgence de l'idée de la Commune, symbolisée par la montre d'Eugène Varlin, dans notre société de consommation.

A l'occasion du projet de destruction des trois vieux quartiers du XX<sup>e</sup> sur l'emplacement desquels doivent être édifiés des buildings de 30 étages, l'institutrice d'un cours d'adultes de la rue Saint-Blaise propose à ses élèves le sujet de rédaction suivant : Que va penser le soleil en passant au-dessus des chantiers ? Approuvera-t-il ou non ? ».

Chacun reconstruira donc la rue Saint-Blaise à partir de ses besoins et de ses états d'âme, avec son soleil particulier : baroque, revendicatif, révolutionnaire, etc. La correction des copies fera apparaître deux attitudes inconciliables : ceux qui vont vers les barricades et ceux qui se dirigent vers les vacances. Après un certain nombre de péripéties, les soleils inadaptés, rejetés dans les poubelles de l'histoire, tenteront de s'organiser pour atteindre le soleil primordial, c'est-à-dire une image d'eux-mêmes plus grande qu'eux. C'est l'échec, d'où la nécessité de reculer pour redevenir des hommes. Ce retour au réel débouche sur une mise en cause de la culture de l'institutrice « qui ne fait que réchauffer les fêtes mortes de l'esprit » à partir d'une notion de la culture encore balbutiante et frémissante, qui commence à la Commune et se nourrit des luttes de chaque jour.

— Une pièce d'une telle complexité vous a-t-elle permis de franchir un seuil dans la remise en question des structures traditionnelles du théâtre ?

— A priori, non ! Pour moi l'important est de rattacher à l'expérience vécue que j'en ai. C'est elle qui détermine les structures théâtrales. Je n'avais du Vietnam qu'un seul « vécu » : la presse et les informations qui ont conditionné l'écriture de « V comme Vietnam ». Le drame de Sacco et Vanzetti je ne l'ai vécu qu'à travers mon père ; il m'était impossible de raconter l'histoire, toute tentative de reconstitution me faisant l'effet d'une falsification. C'est pourquoi j'ai tenté de dire comment, aujourd'hui, les gens réagissent face à ce procès.

### La cigogne de Strasbourg

S'il y a éclatement des structures théâtrales, ce n'est donc pas à partir d'une idée préconçue, mais d'une manière de vivre et de ressentir les choses. En général je me heurte toujours à la scène à l'italienne et à cet espace qu'il faut violer par des lumières, des éclairages brutaux, etc. A Strasbourg « La Cigogne » que montent Jean Hurstel et le Théâtre Universitaire (2) sera l'occasion d'une expérience intéressante dans ce domaine. « La Cigogne » est une mé-

ditation sur les objets carbonisés de Nagasaki qui vont enfanter les personnages quotidiens qui les ont utilisés. La salle est un jardin japonais entouré par la scène, les spectateurs seront disséminés au milieu, dans le champ de ruines. Ainsi, en créant un espace particulier à la pièce, nous établissons des rapports spatiaux nouveaux avec les spectateurs.

— Pensez-vous élargir l'expérience du TEP au niveau d'une participation directe des spectateurs dans la représentation théâtrale elle-même ?

— Ce genre de participation n'est acceptable que lorsque le sujet grave, urgent possède un contenu émotionnel très fort. Je me demande même si, dans ce cas, il ne s'agit pas d'une soupape de sûreté : on se vide au théâtre et en sortant tout retombe. Il y a chez certains auteurs d'aujourd'hui le sentiment d'impuissance d'une génération lésée par les événements, qui n'entend pas courir le risque d'une vie assumée.

Je préfère un théâtre de réflexion qui provoque un choc à partir duquel puisse ensuite progresser la réflexion. Au TNP à l'issue d'une représentation scolaire du « Chant public pour deux chaises électriques », des jeunes gens sont venus m'apporter une pétition de 1.500 signatures réclamant la révision du procès. C'est cette forme de participation que je défends. Le théâtre doit servir à mettre les gens dans le coup des événements.

— Etes-vous prêt à renouveler l'expérience du TEP ?

— Oui, avec des jeunes ! Si le théâtre a un sens aujourd'hui c'est de faire prendre conscience à l'homme des richesses qu'il porte en lui. Chaque homme est créateur.

— Votre théâtre entretient des rapports étroits avec l'événement politique. Vous considérez-vous comme un militant ?

— On ne peut parler de militantisme théâtral que s'il y a un parti derrière l'écrivain. Sinon chacun apporte sur scène son drame et ses conceptions personnelles de l'existence. Mes préoccupations sont éloignées de la politique : je suis issu d'un milieu très « lumpen-prolétariat ». Je revois des visages de lutteurs ouvriers autour de l'enfant que j'étais entre sept et dix ans. Ce que j'écris, c'est ma façon de leur rester fidèle.

(Propos recueillis par Bernard SIZAIRE.)

(1) A partir du 15 mars au TEP, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>.  
(2) A partir du 28 mars au Studio de l'Université à Strasbourg.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
**Prima della rivoluzione**  
V.O.



Georges Wilson et Jacques Dufilho.

Pic

## Théâtre

### La vadrouille de Dufilho

Claude Glayman

« **C**hêne et lapins angora », ce titre de l'écrivain allemand Martin Walser dont on a peine à se souvenir, cache une pièce de théâtre dense et passionnante que le petit TNP a eu l'heureuse idée de monter. En trois tableaux, d'inégale durée, qui se situent à des dates différentes, le tragique et monstrueux destin de l'Allemagne est mis en cause : ce qui est noir un jour devient blanc le lendemain, pour virer au noir et blanc le surlendemain. Devant ces caprices de l'Histoire les âmes simples et moins simples sont écrasées, tantôt victimes, tantôt bourreaux, dominées par une mécanique de la violence ou de l'aliénation dont la justification se trouve toujours ailleurs.

Les maîtres d'Aloïs, triste cobaye perpétuellement en retard sur la vérité du jour, ressemble au bidasse que le mauvais cinéma a popularisé ; on a cité Schweik, mais sans doute est-ce à Wozzeck de Büchner qu'il faut songer. Car Aloïs n'est pas seulement saisi comme un misérable bougre dépassé par le traumatisme national, il y a en lui une folie chronique et une impuissance sexuelle qui épaississent la densité dramatique du personnage ; jusques et y compris sa passion pour

les lapins dont la douceur inoffensive frise le mythe psychanalytique. Comme Büchner, Walser a le sens du réalisme quotidien qui se double chez lui d'une affinité pastorale et d'un goût pour la nature qui enrichissent l'œuvre. La traduction de G. Badia au surplus insiste sur l'intervention et la clarté de l'expression qui fait de Walser un auteur dans la lignée des P. Weiss et Kipphardt.

Faut-il dire que nous avons été ici suffisamment sévères à l'égard du TNP pour ne pas lui marchandiser cette fois une certaine réussite. Acteurs tous dans le ton, sans compter la performance de J. Dufilho et celles d'un autre ordre de Françoise Le Bail (l'une de nos meilleures actrices actuelles à qui il faudrait confier un grand rôle) et de Georges Wilson. J. Dufilho c'est le bâtard saugrenu et intuitif, le bastonné non violent, toujours sorti de son trou et toujours prêt à s'y précipiter. Il est de ceux qui s'emparent d'un personnage et le plient à leur image. Si l'on marche, c'est gagné et avec Dufilho dès la première apparition l'on cède. Il reste que l'interprétation et la mise en scène réussissent à animer l'œuvre, à la rendre vivante ; mais je ne suis pas persuadé que sa portée profonde ne soit

pas quelque peu diminuée au profit d'une signification trop exclusivement immédiate sur le plan politique comme sur celui de l'humour. Le système TNP fonctionne bien, mais il demeure le système maison, c'est-à-dire une vision dramatique dont il

faudra expliquer les limites de plus en plus voyantes. □

● « Chêne et lapins angora » de Martin Walser, mise en scène de Georges Wilson, TNP, salle Gémier, tél. : 727-61-87.

## Cinéma

### Les splendeurs d'Aldrich

Jean-Luc Pouillaude

**R**evoir *Vera Cruz*, c'est retrouver d'emblée certaine tonalité affective qui s'exprime essentiellement dans les couleurs. Aldrich a composé son film à partir des bruns et des ocres mexicains, introduisant dans sa palette de savantes variantes avec des verts profonds et des bleus très pâles. A l'époque, en 1954, on avait surtout retenu la prodigieuse interprétation de Gary Cooper et de Burt Lancaster, effaçant par là-même le sens profond de l'œuvre qui réside dans un *esthétisme subtil* et raffiné. On avait oublié que *Vera Cruz* est un *western baroque*, construit avec une rigueur et une vigueur peu courantes, dont l'exhubérance semble toujours voilée par une froideur déliée.

Mexique, 1866. Maximilien, pour soutenir son trône chancelant, recrute des mercenaires et leur fait convoier une mystérieuse berline jusqu'à *Vera Cruz*. Autour de cette berline qu'on saura plus tard être chargée d'or, la lutte va se nouer dans l'affrontement des deux héros que masque mal une entente tacite, pour prendre très vite la forme d'un *jeu de dupes* et se résoudre en un massacre final qui ne laisse subsister qu'un goût d'amertume désespérée. Lorsque Cooper, agenouillé auprès de son ami qu'il vient de tuer, se relève, une crispation de dégoût envahit son visage. La frénésie des armes débouche sur ce constat d'échec.

Il est inutile de démêler les fils de l'intrigue. Tout se résume dans le fait que chacun trahisse l'autre en se sachant pertinemment trahi. Cette duperie, ce renversement incessant des alliances ne sont pas seulement liés à l'appât de l'or qui, au fond, n'est qu'un énorme symbole. C'est le signe d'une confusion idéologique qui n'est pas sans annoncer celle des héros des *Professionnels* de Richard Brooks qui, eux aussi, ont un passif à régler avec la révolution mexicaine, et, ici, le personnage de Lancaster peut servir de trait d'union. Rattachons également à cette impossibilité de fixation la façon dont, dès le début du film, nous est présenté Cooper comme un cavalier *errant* et solitaire.

Aldrich sacrifie aux lois du genre, mais comme à regret et en passant :

scène stéréotypée du *saloon* où Lancaster fait son inévitable petit numéro, personnage de la belle mexicaine qui semble surajouté par simple souci d'équilibre. *Vera Cruz* est d'ailleurs un film profondément myso-gine. La femme est celle qui ment et qui trahit. La froideur des rapports amoureux rend encore plus implacable l'âpreté du conflit. Revoir *Vera Cruz*, c'est se reporter avec une certaine nostalgie en ces temps lointains où Aldrich avait du génie. Depuis... Il suffit de songer à cette insanité réactionnaire, nommée par les distributeurs français, avec le rare sens poétique qui les caractérise, *Douze salopards* (Dirty Dozen). Cependant il est étrange (et merveilleux) de voir à quel point un film comme *Vera Cruz*, empreint de préciosité, constamment préoccupé de recherche formelle, avec son admirable montage alterné, tantôt extrêmement rapide tantôt faisant appel à de longs plans séquences, avec ses couleurs mordorées et bleutées, puisse être le western de la rage et de l'amertume. □

● « *Vera Cruz* », film américain (1954) de Robert Aldrich avec Gary Cooper, Burt Lancaster, Sarita Montiel.

## Au sommaire des revues

— « *Correspondance municipale* » n° 83 de décembre-janvier 68, 5 F. Comprend notamment deux excellents articles sur la réforme communale et sur celle des impôts locaux. Clair et argumenté.

— « *Démocratie Nouvelle* » de février 68, 6 F. « Le monde arabe s'interroge ». De nombreux intellectuels et militants syriens, égyptiens s'interrogent avec J. Lacouture, J. Berque, J. Couland, etc., sur le devenir arabe. D'une grande actualité et d'une utilité certaine pour désarmer une prévention trop diffuse pour ne pas être réelle.

— « *Esprit* » de février 68, 10 F. « L'autre Europe ». Un ensemble de textes sur les pays de l'Est qui permet de faire le point sur bien des questions en suspens au moment de la conférence de Budapest.

— « *Les Temps Modernes* » de février 68, 4,20 F. Des extraits du dernier roman de Miguel de Castillo, le témoignage d'un hétéro vert américain et une longue étude de Claude Glayman sur les « approches économiques de l'apartheid ».

## A propos d'un accord

# Ambiguïté stratégique

Jean-Marie Vincent

Les réactions des gaullistes à la plateforme commune du P.C.F. et de la F.G.D.S. ont été celles qu'on pouvait attendre. Maintenant qu'on ne peut plus accuser les communistes et les fédérés de ne pas aborder avec sérieux les questions d'orientation et de programme, on fait comme Georges Pompidou ou Robert Poujade, on les accuse de menacer la démocratie. Est-il besoin de dire que ce genre d'accusations ne nous paraît pas sérieux. Personne, même à l'U.D. V<sup>e</sup> République ne croit vraiment que les communistes (et encore moins les fédérés) songent à installer en France un régime de démocratie populaire du plus pur type stalinien.

Par contre les divergences d'interprétation auxquelles l'accord a donné lieu dans l'opposition posent tout une série de problèmes de première importance. René Pleven, dont on connaît les options « progressistes » a pu y voir le gage d'une politique modérée, alors que dans la Convention des institutions républicaines on veut y voir une avancée vers le socialisme. Georges Guille, Jules Moch se montrent très réservés quant à une collaboration gouvernementale avec les communistes pour appliquer la plateforme, pour ne pas parler de Christian Pineau, alors que plusieurs responsables S.F.I.O. y sont au contraire favorables. On pourrait d'ailleurs multiplier les exemples de ce type à propos de beaucoup de questions essentielles.

### Une formule équivoque

Comment expliquer cet état de choses. Il y a bien sûr les silences du texte, ses incertitudes sur de nombreux points. Mais plus que cela, il y a une ambiguïté fondamentale d'ordre stratégique dans le document. Le préambule du texte affirme : « La F.G.D.S. et le P.C.F. agiront en commun afin d'instaurer une démocratie authentique et moderne capable de répondre à l'idéal de notre peuple, à l'intérêt de notre pays et aux exigences de notre temps. » Cette formule générale que n'importe quelle formation politique française, sauf celles d'extrême droite, pourrait admettre dans son imprecision, n'est pas véritablement la définition d'un objectif stratégique. Elle ne fait que masquer l'existence de deux stratégies, celle du P.C.F. et celle de la F.G.D.S. qui sont encore loin de converger.

### La stratégie de la F.G.D.S.

L'objectif stratégique de la F.G.D.S. (ou si l'on veut sa conception de l'ar-

rivée au pouvoir et de l'exercice du pouvoir), est défini par son texte programmatique de juillet 1966 pour l'essentiel et bien entendu, par les prises de position autorisées de ses leaders. On peut le résumer de la façon suivante : la F.G.D.S. doit constituer la principale force d'opposition au gaullisme afin de représenter potentiellement la formation gouvernementale de l'après-gaullisme. Dans ce but elle doit à la fois se faire le porte-parole de tous ceux que rebute l'autoritarisme gaulliste (le thème démocratique) et de ceux qui supportent de plus en plus mal la politique économique et sociale rétrograde du gouvernement. En un certain sens, la F.G.D.S. entend donc promouvoir une solution de rechange globale par rapport à la situation actuelle, mais il ne faut pas comprendre cette solution de rechange comme une solution radicale et profonde. Les leaders de la F.G.D.S. se sont au contraire montrés soucieux de ne pas effaroucher trop de monde et de montrer qu'ils n'avaient pas l'intention de bouleverser toute la vie économique et sociale. Ils veulent rendre leur entreprise acceptable au plus grand nombre possible d'électeurs et plus précisément à ces électeurs flottants qui n'aiment pas les expériences et les innovations. C'est à ce moment qu'on retrouve le problème du centrisme.

Il n'y a aucune raison de ne pas croire les leaders les plus importants de la F.G.D.S. lorsqu'ils affirment que dans les circonstances actuelles toute alliance en bonne et due forme avec les centristes est exclue. Mais il faut bien voir en même temps qu'ils ont la volonté de donner une satisfaction au courant centriste en l'introduisant à l'intérieur de leur dispositif (l'entrée de Maurice Faure et de Félix Gaillard dans les organismes dirigeants de la Fédération en est un exemple).

Bien entendu, il serait faux d'en conclure que l'orientation de la F.G.D.S. sera déterminée en totalité par ces éléments centristes, mais il est clair que ce n'est pas sans conséquences. Pour obtenir la collaboration de ces forces de droite il faut leur faire en permanence un minimum de concessions et faire de la F.G.D.S. une sorte de parti inter-classes à la manière du parti démocrate américain où le représentant des travailleurs voisine avec celui du grand patronat, où l'on défend à la fois la libre entreprise et l'intervention de l'Etat.

Cette volonté de synthèse et de respectabilité n'est nulle part aussi

évidente que dans le domaine de la politique étrangère. La F.G.D.S. est bien sûr, contre les bombardements américains du Vietnam du Nord, contre la domination des puissances d'argent en Europe, mais aussi pour le maintien du pacte atlantique, pour la solidarité occidentale et pour une Europe politique dont l'élargissement et la consolidation se feraient à partir des bases actuelles.

Selon François Mitterrand dans la conclusion de son récent article du « Monde », il s'agit même de la perspective stratégique essentielle. De ces choix de politique extérieure découlent logiquement des conséquences inéluctables en politique intérieure : en particulier la politique économique est très directement soumise aux pressions des grands oligopoles internationaux ainsi qu'au flux et au reflux de mouvements de capitaux du monde occidental. Toute politique de réformes de structures audacieuses et favorables aux travailleurs est par là même obérée au départ. Il ne reste alors qu'une politique de sage administration des affaires courantes, agréementée dans la meilleure hypothèse par des réformes techniques (crédit par exemple) qui ne changent rien aux rapports entre les classes. Claude Fuzier essaye bien de nous assurer du contraire, mais on voit mal comment la politique qu'il semble préconiser pourrait être appliquée si la F.G.D.S. s'en refuse les moyens.

### La stratégie du P.C.F.

La stratégie que le P.C.F. met en avant est-elle beaucoup plus consciente des obstacles que la gauche et le mouvement ouvrier peuvent rencontrer ? On sait que la fameuse phrase incriminée par Pompidou (sur les mesures à prendre pour faire échec aux tentatives de toute nature visant à empêcher un gouvernement de gauche de mettre en œuvre son programme) a été reprise dans le texte final à la suite de l'insistance des représentants communistes. Ils ont indéniablement eu raison de le faire, car on peut être certain que les gaullistes ne sont pas prêts à abandonner le pouvoir si facilement et que les grandes sociétés capitalistes sont tout à fait décidées à conditionner par des pressions d'ordres divers un gouvernement de gauche. Mais on peut se demander alors si la perspective d'une « démocratie véritable, antimonopoliste » est bien l'objectif, à la fois réaliste et mobilisateur qui doit être visé. S'attaquer aux grandes concentrations capitalistes, comme le demande à juste titre le P.C.F., ce n'est pas seulement s'attaquer « à une petite poignée de monopoles », mais à tout un système étroitement imbriqué dans le tissu social. On ne s'attaque pas aux puissances dominantes de l'économie sans toucher à beaucoup d'intérêts diversement reliés aux intérêts des grandes entreprises, sans déranger beaucoup d'habitudes acquises, bref sans bouleverser les relations sociales en profondeur. On

retrouve d'ailleurs le même type de problèmes lorsqu'on veut comme le P.C.F. mettre au premier plan la satisfaction d'un certain nombre de revendications sociales. Pour les satisfaire, en effet, il faut opérer des choix qui lésent forcément un certain nombre d'intérêts acquis. Qu'on se place donc dans l'hypothèse de nouvelles nationalisations ou d'une tentative de redistribution des revenus, il faut se préparer dans chaque cas à empiéter sur les mécanismes du profit et à faire face à une grève de l'investissement. C'est dire que même si l'on n'envisage pas de nationaliser tous les secteurs de l'économie, il faut se donner les moyens d'insuffler à l'économie un dynamisme qui ne vient pas de la recherche du profit maximum. Pour cela il faut disposer d'un secteur socialisé de l'économie et pouvoir compter sur une mobilisation en profondeur des travailleurs, convaincus qu'il faut assumer certaines difficultés en fonction de l'enjeu qui est de changer leur condition. On ne peut donc concevoir l'objectif comme celui de la mise en place d'un gouvernement d'union démocratique, c'est-à-dire d'union relativement indifférenciée entre des couches sociales hétérogènes sous le signe de l'équivoque, mais comme la mise en place d'un gouvernement au service des travailleurs reposant sur une alliance où les contradictions sociales entre les différentes composantes sont surmontées par une perspective de transformation socialiste.

### Le vrai problème

Telles sont les réflexions que l'accord du 24 février devrait susciter chez les militants socialistes. Les divergences stratégiques qui y transparaissent ne doivent pas étonner, ou conduire à la dénonciation abstraite à partir de principes abstraits, mais amener à discuter sur l'essentiel pour clarifier les objectifs. Le P.S.U., pour sa part, entend contribuer à cette clarification en refusant les faux-fuyants, en faisant les propositions qui sont susceptibles de préciser l'objectif stratégique : la transition vers le socialisme. □

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>)